



Conseil économique et social

Distr. générale
19 mai 2009
Français
Original : anglais

Session de fond de 2009

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

Examen ministériel annuel : mise en œuvre des objectifs et engagements adoptés au niveau international en matière de santé publique mondiale

Déclaration présentée par World Vision International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2009/100.



Déclaration*

Santé maternelle, néonatale et infantile : de la nécessité d'adopter des mesures pressantes pour réaliser l'objectif 4 du Millénaire pour le développement en temps de crise mondiale

Les conséquences de la crise financière sur la santé et la survie des enfants issus des milieux les plus déshérités dans le monde nous préoccupent.

Au fil de son évolution l'année dernière, les donateurs comme les pays en développement ont commencé à percevoir qu'elle risquait de dégénérer en une crise sociale dévastatrice, qui plongerait 46 autres millions de personnes davantage dans la pauvreté rien qu'en 2009 et qui coûterait la vie à 2,8 millions d'enfants supplémentaires avant 2015. Il s'agit d'une récession mondiale qui frappe les pays les plus vulnérables, en causant du tort à ceux qui n'y étaient pour rien. Il faut à présent que des mesures concertées soient prises pour redresser le cap et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement au titre de la lutte contre la mortalité infantile et maternelle et s'assurer que les acquis du développement sont préservés.

Nous invitons les gouvernements donateurs et les pays en développement à :

- Accorder une priorité à la santé maternelle et infantile dans leurs plans de lutte contre la crise financière; et
- Sauvegarder et accroître le financement des soins de santé primaires préventifs pour que les femmes et les enfants puissent mieux en bénéficier.

Les expériences de ralentissement économique précédemment vécues par des pays comme l'Argentine, la Fédération de Russie et l'Indonésie ont montré que les femmes et les enfants étaient parmi les plus touchés par les coupes que les gouvernements étaient contraints d'opérer sur les budgets de santé. En période de récession, les taux de mortalité des nourrissons et des moins de 5 ans augmentent vu que moins d'enfants ont accès à des services de soins de santé de base. La prise en charge des soins de santé préventive peut être sacrifiée au profit de soins curatifs dont les résultats sont immédiats et visibles.

Les effets s'en ressentent à présent – Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, a fait remarquer qu'au moins sept pays africains prévoyaient de réduire leurs budgets de santé¹. Conjugués à la crise alimentaire actuelle, les effets sur les enfants sont manifestes – ils sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition et de maladie, d'être contraints de quitter l'école pour travailler et de se passer de soins de santé essentiels. Dans les pays où les taux de VIH et du sida ainsi que de la tuberculose sont élevés, les conséquences sont autrement plus graves.

Nous exhortons les pays en développement à :

- Adopter des stratégies de santé globale reposant sur les principes de soins de santé primaires, qui accordent un rang de priorité élevé à la prestation de

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

¹ Déclaration de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, docteur Margaret Chan, le 1^{er} avril 2009.

services de santé maternelle, néonatale et infantile et de soins nutritionnels au niveau des collectivités et des districts aux couches les plus déshéritées et les plus marginalisées de la société; et

- S'assurer que le coût n'est pas un frein à l'accès des femmes enceintes et des enfants à des services de soins de santé essentiels.

L'expérience théorique et pratique a montré que des interventions peu coûteuses au sein des collectivités et des districts peuvent permettre d'éviter trois sur cinq décès d'enfant et près de quatre sur cinq décès de mère².

La crise actuelle peut être l'occasion de procéder à des réformes du secteur de la santé permettant d'instaurer un équilibre entre les soins de santé préventive et curative, et dont les femmes et les enfants les plus démunis pourraient bénéficier des retombées. L'investissement dans les soins de santé primaires constitue un important pas dans cette direction grâce à l'adoption d'une approche fondée sur l'équité, l'inclusion des plus démunis et des plus marginalisés et tenant compte des déterminants sociaux et économiques de la santé.

Nous engageons les gouvernements donateurs à :

- Accélérer les décaissements prévus au titre de l'aide et du budget de programmes hautement prioritaires visant à renforcer les systèmes de santé et à améliorer la prestation de services de santé essentiels aux populations les plus démunies, ainsi qu'à étendre les services de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant et à lutter contre la malnutrition;
- Fixer un calendrier pour le décaissement des fonds prévus au titre de l'aide pour honorer les engagements actuels; et
- Porter le montant de l'aide au développement prévu au titre de programmes de santé primaire accordant la priorité aux femmes et aux enfants à 15 milliards de dollars par an au moins d'ici à 2010.

Dans les pays en développement, les femmes et les enfants doivent être immédiatement ciblés et protégés contre les pires méfaits de la crise économique. Aussi saluons-nous l'engagement pris par la Banque mondiale de tripler cette année son soutien en faveur du renforcement des systèmes de santé et de l'amélioration de la santé maternelle et infantile en le portant à 3,1 milliards de dollars.

La plupart des pays donateurs ont augmenté le montant de leurs contributions au titre de l'aide, mais à l'heure où se resserrent leurs budgets, il y a fort à craindre que, dorénavant, les promesses d'aide s'estompent et que les décaissements réels diminuent. En fait, plusieurs d'entre eux n'ont jusqu'ici pas tenu leurs engagements. Le G-8 n'a pas tenu sa promesse de porter le montant de l'aide à 130 milliards de dollars par an d'ici à 2010³. Nombre de pays pauvres comptant sur l'aide extérieure pour financer pas moins de 30 % de leurs budgets de santé, débloquer l'aide promise devient une affaire pressante.

² World Vision (2009) Why the G-8 matters to children (Pourquoi le G-8 importe aux enfants). World Vision International.

³ Ibid.